



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU VENDREDI 19 JUILLET 2024

**AFFAIRE N° 22-20240719**

**AUTORISATION DE GARANTIE D'EMPRUNT DONNÉE À LA SODEGIS  
DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION « VEFA JARDINS PARTAGES BAT A  
& B - 18 LLTS - COMMUNE DU TAMPON »**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf du mois de juillet à neuf heures, en application des articles L.2121-7, L. 2122-8 par renvoi de l'article L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), se sont réunis dans la salle des fêtes du 12<sup>e</sup> km sise au Tampon, rue Auguste Lacaussade, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Sud, légalement convoqués, le 12 juillet 2024, sous la présidence de Monsieur Jacquet HOARAU (de l'affaire n° 01 à l'affaire n° 08-20240719, de l'affaire n° 11 à l'affaire n° 18-20240719 et à l'affaire n° 20, de l'affaire n° 23-20240719 à 31-20240719 et de l'affaire n° 33 à l'affaire n° 37-20240719), puis de celle de Monsieur Bachil VALY, 1<sup>er</sup> Vice-Président (de l'affaire n° 09 à l'affaire n° 10-20240719, puis à l'affaire n° 19-20240719 et à l'affaire n° 32-20240719) ainsi que celle de Madame Vanessa COURTOIS, 3<sup>e</sup> Vice-Présidente (de l'affaire n° 21 à l'affaire n° 22-20240719).

**NOTA :**

Nombre de conseillers  
en exercice : 48

Présents : 32

Absents représentés : 15

Absents : 01

Déport des conseillers  
intéressés à l'affaire ou  
ne prenant pas part au  
vote : 08

**- Commune du Tampon -**

HOARAU Jacquet, THIEN AH KOON Patrice (de l'affaire n° 01 à l'affaire n° 19-20240719), GASTRIN Albert, TURPIN Catherine, MAUNIER Daniel, ROBERT Evelyne, PAYET-TURPIN Francemay, THERINCOURT Jean-Pierre, BLARD Régine, DIJOUX-RIVIERE Mimose, DOMITILE Noëline, FONTAINE Henri, GENGE Jack, LEBON Jean Richard, MONDON Laurence (de l'affaire n° 01 à l'affaire n° 11-20240719), TECHER Doris.

BASSIRE Nathalie, BENARD Monique, FONTAINE Gilles, SOUBAYA Josian.

**- Commune de Saint-Joseph -**

LANDRY Christian (de l'affaire n° 01 à l'affaire n° 08-20240719), HUET Henri Claude, JAVELLE Blanche Reine, FULBERT-GERARD Gilberte, HUET Marie-Josée, LEICHNIG Stéphanie, LEVENEUR Inelda, MUSSARD Rose Andrée, VIENNE Axel.

GUEZELLO Alin, LEBON Louis Jeannot.

**- Commune de l'Entre-Deux -**

VALY Bachil, GROSSET-PARIS Isabelle.

**- Commune de Saint-Philippe -**

RIVIERE Olivier, COURTOIS Vanessa (de l'affaire n° 01 à l'affaire n° 22-20240719).

**ETAIENT REPRESENTES (PROCURATION)****- Commune du Tampon -**

ROMANO Augustine représentée par BLARD Régine, PICARDO Bernard représenté par MAUNIER Daniel, GONTHIER Charles Émile représenté par THERINCOURT Jean-Pierre, FONTAINE Véronique représentée par DIJOUX RIVIERE Mimose, MONDON Laurence représentée par GASTRIN Albert (de l'affaire n° 12 à l'affaire n° 37-20240719), THIEN AH KOON Patrice représenté par PAYET-TURPIN Francemay (de l'affaire n° 20 à l'affaire n° 37-20240719).

**- Commune de Saint-Joseph -**

LEBRETON Patrick représenté par HUET Henri Claude, HUET Mathieu représenté par HUET Marie-Josée, LEJOYEUX Marie Andrée représentée par VIENNE Axel, HOAREAU Sylvain représenté par LEICHNIG Stéphanie, K/BIDI Emeline représentée par JAVELLE Blanche Reine, LEBON David représenté par FULBERT GERARD Gilberte, MUSSARD Harry représenté par LANDRY Christian, LANDRY Christian représenté par MUSSARD Rose Andrée (de l'affaire n° 09-20240719 à l'affaire n° 37-20240719).

BENARD Clairette Fabienne représentée par LEBON Louis Jeannot.

**- Commune de l'Entre-Deux -**

PAYET Gilles représenté par BENARD Monique.

**- Commune de Saint-Philippe -**

COURTOIS Vanessa représentée par RIVIERE Olivier (de l'affaire n° 23 à l'affaire n° 37-20240719).

**ETAIENT ABSENTS****- Commune de Saint-Joseph -**

MUSSARD Harry (de l'affaire n° 09-20240719 à l'affaire n° 37-20240719).

Les membres présents formant la majorité de ceux en exercice, conformément aux règles de quorum, le Président ouvre la séance. En application de l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, l'Assemblée procède à la nomination d'un ou de plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. A l'unanimité, Madame Laurence MONDON ainsi que Madame Doris TECHER ont respectivement été désignées (de l'affaire n° 01 à n° 11-20240719 et de l'affaire n° 12 à n° 37-20240719), pour remplir les fonctions de secrétaire.

## AFFAIRE N° 22-20240719

### AUTORISATION DE GARANTIE D'EMPRUNT DONNÉE À LA SODEGIS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION « VEFA JARDINS PARTAGES BAT A & B - 18 LLTS - COMMUNE DU TAMPON »

Le Président rappelle à l'Assemblée que la CASUD a signé le 8 novembre 2022, validé par l'Etat le 06 février 2023, un nouveau protocole d'accord de garantie par les collectivités, des emprunts souscrits par les bailleurs sociaux, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour le logement social. Dans le cadre de ce protocole d'accord, portant sur la période 2022-2024, la CASUD s'est engagée à conserver les mêmes conditions de garantie que dans celui qui avait été signé en 2017.

Cet engagement se fait dans le respect du Programme Local de l'Habitat en vigueur ou, le cas échéant, des règles édictées par chacune des collectivités.

Pour son territoire intercommunal, les modalités de répartition des garanties suivantes ont été actées par la CASUD :

	LLTS	LLS/PLS (y compris RPA)	RPA (opérations majoritaires)	Réhabilitation
CASUD	100 %			50 %
Communes		100 %		50 %
Département			100 %	

Ainsi, chaque opération, nécessitant la garantie d'emprunt de la CASUD et de la commune d'implantation, doit faire l'objet d'un examen en Conseil communautaire, sur la base du rapport et des dossiers transmis par le bailleur social, dont les caractéristiques se trouvent exposées ci-après.

Le projet de construction, « VEFA JARDINS PARTAGES Bat A & B », se situe, sur la commune du Tampon secteur « Trois Mares » et porte sur 18 logements. Les travaux évalués à 2 265 228,00 € sont financés par une subvention LBU de 500 400, 00 €, une subvention AM IACL de 72 000,00 € et un emprunt CDC de 1 692 828,00 €.

Les caractéristiques de l'emprunt de 1 692 828 € sont précisées ci-après :

<b>Offre CDC</b>		
<b>Caractéristiques de la ligne du Prêt</b>	PLAI	PLAI foncier
Enveloppe	-	-
Identifiant de la ligne du Prêt	<b>5600708</b>	<b>5600707</b>
Montant de la ligne du Prêt	<b>1 331 644 €</b>	<b>361 184 €</b>
Commission d' instruction	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Durée de la période	<b>Trimestrielle</b>	<b>Trimestrielle</b>
Taux de période	<b>0,64 %</b>	<b>0,85 %</b>
TEG de la ligne du Prêt	<b>2,57 %</b>	<b>3,39 %</b>
<b>Phase de Préfinancement</b>		

Offre CDC		
<b>Caractéristiques de la ligne du Prêt</b>	PLAI	PLAI foncier
Durée du Préfinancement	<b>36 mois</b>	<b>36 mois</b>
Index	<b>Livret A</b>	<b>Livret A</b>
Marges sur index de préfinancement	<b>-0.4 %</b>	<b>0,43%</b>
Taux d'intérêt du Préfinancement	<b>2,6 %</b>	<b>3.43 %</b>
Règlement des intérêts de Préfinancement	<b>Capitalisation</b>	<b>Capitalisation</b>
Mode de calcul des intérêts de Préfinancement	<b>Equivalent</b>	<b>Equivalent</b>
Base de calculs des intérêts de Préfinancement	<b>Exact / 365</b>	<b>Exact / 365</b>
<b>Phase d'Amortissement</b>		
Durée	<b>40 ans</b>	<b>60ans</b>
Index	<b>Livret A</b>	<b>Livret A</b>
Marge fixe sur index	<b>- 0,40%</b>	<b>0,43%</b>
taux d'intérêt*	<b>2,60 %</b>	<b>3,43 %</b>
Périodicité	<b>Trimestrielle</b>	<b>Trimestrielle</b>
Profil d'amortissement	<b>Echéance prioritaire (intérêts différés)</b>	<b>Echéance prioritaire (intérêts différés)</b>
Conditions de remboursement anticipé volontaire	<b>Indemnité actuarielle sur courbe actuarielle SWAP (J -40)</b>	<b>Indemnité actuarielle sur courbe actuarielle SWAP (J -40)</b>
Modalité de révision	<b>DL</b>	<b>DL</b>
Taux de progressivité de l'échéance	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>
Taux plancher de progressivité des échéances	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>
Mode de calcul des intérêts	<b>Equivalent</b>	<b>Equivalent</b>
Base de calcul des intérêts	<b>30/360</b>	<b>30/360</b>

1A titre purement indicatif et sans valeurs contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent contrat est de 3 % (Livret A)

2 Le(s) taux indiqué(s) est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la ligne du prêt.

Conformément au protocole de garantie des emprunts, pour le dossier de « VEFA Jardins Partagés Bat A & B » sur la Commune du « Tampon », la SODEGIS sollicite la garantie de la CASUD à hauteur de 100 %.

**Vu** les documents transmis par la SODEGIS,  
**Vu** l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,  
**Vu** l'article 2305 du Code civil,  
**Vu** le contrat de prêt n° 159974 en annexe signé entre la SODEGIS, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,  
**Entendu** l'exposé du Président,

Il est donc proposé à l'Assemblée :

- d'accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 692 828,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 159974 constitué de 2 lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 692 828,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- de garantir aux conditions suivantes :
  - la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité,
  - sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,
- d'autoriser le Président ou toute personne habilitée à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Le Conseil est prié de bien vouloir en délibérer.

## DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil,

**Après en avoir délibéré (M. Daniel MAUNIER, M. Bernard PICARDO représenté par M. Daniel MAUNIER, M. Patrice THIEN AH KOON représenté par Mme PAYET TURPIN Francemay, M. Bachil VALY, M. Olivier RIVIERE, M. Jeannot LEBON, Mme Clairette Fabienne BENARD et M. Jacquet HOARAU, en tant que membres du Conseil d'administration de la Sodegis, ne prenant pas part au débat et vote de cette affaire et ayant quitté la salle), à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **accorde sa garantie d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1.692.828,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 159974 constitué de 2 lignes de prêt.**

**La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1.692.828,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.**

**Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.**

**- garantit aux conditions suivantes :**

- **la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité,**
  - **sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.**
- s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,**
- autorise le Président ou le Vice-Président délégué à signer toutes pièces relatives à cette affaire,**
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de la Réunion dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.**

**Abstention : 00**

**Contre : 00**

**Pour : 39**

**POUR EXTRAIT CONFORME,  
La Secrétaire de séance,**



**Doris TECHER**

**La Présidente de séance,  
La 3<sup>e</sup> Vice-Présidente de la CASUD,**



**Vanessa COURTOIS**



Date de mise en ligne sur le site Internet de la CASUD : 05/08/2024



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Christophe LOISEAU  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
Signé électroniquement le 14/05/2024 11:56:50

**VALERIE FUMAZ**  
**DIRECTEUR GENERAL**  
**SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL**  
Signé électroniquement le 14/05/2024 16 07 :51

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 159974**

Entre

**SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL - n° 000290954**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

Entre

**SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL**, SIREN n°:  
380177170, sis(e) 7 RUE JEAN COUTURIER CS 40030 97430 LE TAMPON,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION D'IMMOBILIER SOCIAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



**BANQUE des**  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Jardins partagés Bâtiment A/B 48 LLS, Parc social public, Acquisition en VEFA de 66 logements situés Impasse Le Corbusier 97430 LE TAMPON.

**ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-quatre-vingt-douze mille huit-cent-vingt-huit euros (1 692 828,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant d'un million trois-cent-trente-et-un mille six-cent-quarante-quatre euros (1 331 644,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-et-un mille cent-quatre-vingt-quatre euros (361 184,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

**ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

**ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

## **ARTICLE 5 DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/08/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

**ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale) - Garantie conforme 100% CASUD
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Acte de vente en l'état futur d'achèvement
  - Ordre de service de démarrage des travaux



**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

**ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

<b>Offre CDC</b>			
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	<b>PLAI</b>	<b>PLAI foncier</b>	
<b>Enveloppe</b>	-	-	
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5600708	5600707	
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	1 331 644 €	361 184 €	
<b>Commission d'instruction</b>	0 €	0 €	
<b>Durée de la période</b>	Trimestrielle	Trimestrielle	
<b>Taux de période</b>	0,64 %	0,85 %	
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	2,57 %	3,39 %	
<b>Phase de préfinancement</b>			
<b>Durée du préfinancement</b>	36 mois	36 mois	
<b>Index de préfinancement</b>	Livret A	Livret A	
<b>Marge fixe sur index de préfinancement</b>	- 0,4 %	0,43 %	
<b>Taux d'intérêt du préfinancement</b>	2,6 %	3,43 %	
<b>Règlement des intérêts de préfinancement</b>	Capitalisation	Capitalisation	
<b>Mode de calcul des intérêts de préfinancement</b>	Equivalent	Equivalent	
<b>Base de calcul des intérêts de préfinancement</b>	Exact / 365	Exact / 365	
<b>Phase d'amortissement</b>			
<b>Durée</b>	40 ans	60 ans	
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A	Livret A	
<b>Marge fixe sur index</b>	- 0,4 %	0,43 %	
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	2,6 %	3,43 %	
<b>Périodicité</b>	Trimestrielle	Trimestrielle	
<b>Profil d'amortissement</b>	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
<b>Modalité de révision</b>	DL	DL	
<b>Taux de progressivité de l'échéance</b>	0 %	0 %	
<b>Taux plancher de progressivité des échéances</b>	0 %	0 %	

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

Phase d'amortissement (suite)			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3% (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### **MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

#### **PHASE DE PRÉFINANCEMENT**

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $IP' = TP + MP$



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

## PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

## SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evènement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evènement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

## ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **15.1 Déclarations de l'Emprunteur :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



Caisse  
des Dépôts  
GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## 15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 16 GARANTIES**

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU SUD	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

**ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

**17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES****17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES****17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

**17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

## **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES****19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

**19.2 Imprévision**

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

**19.3 Nullité**

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

**19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)**

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

### 19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

### 19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

## ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Envoyé en préfecture le 05/08/2024

Reçu en préfecture le 05/08/2024

Publié le



ID : 974-249740085-20240719-AFF22\_CC190724-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN



Emprunteur : 0290954 - SODEGIS  
 N° du Contrat de Prêt : 159974 / N° de la Ligne du Prêt : 5600708  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLAI

Capital prêté : 1 331 644 €  
 Taux actuariel théorique : 2,60 %  
 Taux effectif global : 2,57 %  
 Intérêts de Préfinancement : 106 592,21 €  
 Taux de Préfinancement : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	14/08/2027	2,60	14 425,84	5 167,09	9 258,75	0,00	1 433 069,12	0,00
2	14/11/2027	2,60	14 425,84	5 200,36	9 225,48	0,00	1 427 868,76	0,00
3	14/02/2028	2,60	14 425,84	5 233,84	9 192,00	0,00	1 422 634,92	0,00
4	14/05/2028	2,60	14 425,84	5 267,53	9 158,31	0,00	1 417 367,39	0,00
5	14/08/2028	2,60	14 425,84	5 301,44	9 124,40	0,00	1 412 065,95	0,00
6	14/11/2028	2,60	14 425,84	5 335,57	9 090,27	0,00	1 406 730,38	0,00
7	14/02/2029	2,60	14 425,84	5 369,92	9 055,92	0,00	1 401 360,46	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
 15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
 reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	14/05/2029	2,60	14 425,84	5 404,48	9 021,36	0,00	1 395 955,98	0,00
9	14/08/2029	2,60	14 425,84	5 439,28	8 986,56	0,00	1 390 516,70	0,00
10	14/11/2029	2,60	14 425,84	5 474,29	8 951,55	0,00	1 385 042,41	0,00
11	14/02/2030	2,60	14 425,84	5 509,53	8 916,31	0,00	1 379 532,88	0,00
12	14/05/2030	2,60	14 425,84	5 545,00	8 880,84	0,00	1 373 987,88	0,00
13	14/08/2030	2,60	14 425,84	5 580,70	8 845,14	0,00	1 368 407,18	0,00
14	14/11/2030	2,60	14 425,84	5 616,62	8 809,22	0,00	1 362 790,56	0,00
15	14/02/2031	2,60	14 425,84	5 652,78	8 773,06	0,00	1 357 137,78	0,00
16	14/05/2031	2,60	14 425,84	5 689,17	8 736,67	0,00	1 351 448,61	0,00
17	14/08/2031	2,60	14 425,84	5 725,80	8 700,04	0,00	1 345 722,81	0,00
18	14/11/2031	2,60	14 425,84	5 762,66	8 663,18	0,00	1 339 960,15	0,00
19	14/02/2032	2,60	14 425,84	5 799,75	8 626,09	0,00	1 334 160,40	0,00
20	14/05/2032	2,60	14 425,84	5 837,09	8 588,75	0,00	1 328 323,31	0,00
21	14/08/2032	2,60	14 425,84	5 874,67	8 551,17	0,00	1 322 448,64	0,00
22	14/11/2032	2,60	14 425,84	5 912,49	8 513,35	0,00	1 316 536,15	0,00
23	14/02/2033	2,60	14 425,84	5 950,55	8 475,29	0,00	1 310 585,60	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	14/05/2033	2,60	14 425,84	5 988,85	8 436,99	0,00	1 304 596,75	0,00
25	14/08/2033	2,60	14 425,84	6 027,41	8 398,43	0,00	1 298 569,34	0,00
26	14/11/2033	2,60	14 425,84	6 066,21	8 359,63	0,00	1 292 503,13	0,00
27	14/02/2034	2,60	14 425,84	6 105,26	8 320,58	0,00	1 286 397,87	0,00
28	14/05/2034	2,60	14 425,84	6 144,56	8 281,28	0,00	1 280 253,31	0,00
29	14/08/2034	2,60	14 425,84	6 184,12	8 241,72	0,00	1 274 069,19	0,00
30	14/11/2034	2,60	14 425,84	6 223,93	8 201,91	0,00	1 267 845,26	0,00
31	14/02/2035	2,60	14 425,84	6 264,00	8 161,84	0,00	1 261 581,26	0,00
32	14/05/2035	2,60	14 425,84	6 304,32	8 121,52	0,00	1 255 276,94	0,00
33	14/08/2035	2,60	14 425,84	6 344,91	8 080,93	0,00	1 248 932,03	0,00
34	14/11/2035	2,60	14 425,84	6 385,75	8 040,09	0,00	1 242 546,28	0,00
35	14/02/2036	2,60	14 425,84	6 426,86	7 998,98	0,00	1 236 119,42	0,00
36	14/05/2036	2,60	14 425,84	6 468,24	7 957,60	0,00	1 229 651,18	0,00
37	14/08/2036	2,60	14 425,84	6 509,88	7 915,96	0,00	1 223 141,30	0,00
38	14/11/2036	2,60	14 425,84	6 551,78	7 874,06	0,00	1 216 589,52	0,00
39	14/02/2037	2,60	14 425,84	6 593,96	7 831,88	0,00	1 209 995,56	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	14/05/2037	2,60	14 425,84	6 636,41	7 789,43	0,00	1 203 359,15	0,00
41	14/08/2037	2,60	14 425,84	6 679,13	7 746,71	0,00	1 196 680,02	0,00
42	14/11/2037	2,60	14 425,84	6 722,13	7 703,71	0,00	1 189 957,89	0,00
43	14/02/2038	2,60	14 425,84	6 765,40	7 660,44	0,00	1 183 192,49	0,00
44	14/05/2038	2,60	14 425,84	6 808,96	7 616,88	0,00	1 176 383,53	0,00
45	14/08/2038	2,60	14 425,84	6 852,79	7 573,05	0,00	1 169 530,74	0,00
46	14/11/2038	2,60	14 425,84	6 896,90	7 528,94	0,00	1 162 633,84	0,00
47	14/02/2039	2,60	14 425,84	6 941,30	7 484,54	0,00	1 155 692,54	0,00
48	14/05/2039	2,60	14 425,84	6 985,99	7 439,85	0,00	1 148 706,55	0,00
49	14/08/2039	2,60	14 425,84	7 030,96	7 394,88	0,00	1 141 675,59	0,00
50	14/11/2039	2,60	14 425,84	7 076,22	7 349,62	0,00	1 134 599,37	0,00
51	14/02/2040	2,60	14 425,84	7 121,78	7 304,06	0,00	1 127 477,59	0,00
52	14/05/2040	2,60	14 425,84	7 167,62	7 258,22	0,00	1 120 309,97	0,00
53	14/08/2040	2,60	14 425,84	7 213,77	7 212,07	0,00	1 113 096,20	0,00
54	14/11/2040	2,60	14 425,84	7 260,21	7 165,63	0,00	1 105 835,99	0,00
55	14/02/2041	2,60	14 425,84	7 306,94	7 118,90	0,00	1 098 529,05	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
56	14/05/2041	2,60	14 425,84	7 353,98	7 071,86	0,00	1 091 175,07	0,00
57	14/08/2041	2,60	14 425,84	7 401,32	7 024,52	0,00	1 083 773,75	0,00
58	14/11/2041	2,60	14 425,84	7 448,97	6 976,87	0,00	1 076 324,78	0,00
59	14/02/2042	2,60	14 425,84	7 496,92	6 928,92	0,00	1 068 827,86	0,00
60	14/05/2042	2,60	14 425,84	7 545,19	6 880,65	0,00	1 061 282,67	0,00
61	14/08/2042	2,60	14 425,84	7 593,76	6 832,08	0,00	1 053 688,91	0,00
62	14/11/2042	2,60	14 425,84	7 642,64	6 783,20	0,00	1 046 046,27	0,00
63	14/02/2043	2,60	14 425,84	7 691,84	6 734,00	0,00	1 038 354,43	0,00
64	14/05/2043	2,60	14 425,84	7 741,36	6 684,48	0,00	1 030 613,07	0,00
65	14/08/2043	2,60	14 425,84	7 791,20	6 634,64	0,00	1 022 821,87	0,00
66	14/11/2043	2,60	14 425,84	7 841,35	6 584,49	0,00	1 014 980,52	0,00
67	14/02/2044	2,60	14 425,84	7 891,83	6 534,01	0,00	1 007 088,69	0,00
68	14/05/2044	2,60	14 425,84	7 942,64	6 483,20	0,00	999 146,05	0,00
69	14/08/2044	2,60	14 425,84	7 993,77	6 432,07	0,00	991 152,28	0,00
70	14/11/2044	2,60	14 425,84	8 045,23	6 380,61	0,00	983 107,05	0,00
71	14/02/2045	2,60	14 425,84	8 097,02	6 328,82	0,00	975 010,03	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr  
[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
72	14/05/2045	2,60	14 425,84	8 149,15	6 276,69	0,00	966 860,88	0,00
73	14/08/2045	2,60	14 425,84	8 201,61	6 224,23	0,00	958 659,27	0,00
74	14/11/2045	2,60	14 425,84	8 254,40	6 171,44	0,00	950 404,87	0,00
75	14/02/2046	2,60	14 425,84	8 307,54	6 118,30	0,00	942 097,33	0,00
76	14/05/2046	2,60	14 425,84	8 361,02	6 064,82	0,00	933 736,31	0,00
77	14/08/2046	2,60	14 425,84	8 414,85	6 010,99	0,00	925 321,46	0,00
78	14/11/2046	2,60	14 425,84	8 469,02	5 956,82	0,00	916 852,44	0,00
79	14/02/2047	2,60	14 425,84	8 523,54	5 902,30	0,00	908 328,90	0,00
80	14/05/2047	2,60	14 425,84	8 578,41	5 847,43	0,00	899 750,49	0,00
81	14/08/2047	2,60	14 425,84	8 633,63	5 792,21	0,00	891 116,86	0,00
82	14/11/2047	2,60	14 425,84	8 689,21	5 736,63	0,00	882 427,65	0,00
83	14/02/2048	2,60	14 425,84	8 745,15	5 680,69	0,00	873 682,50	0,00
84	14/05/2048	2,60	14 425,84	8 801,45	5 624,39	0,00	864 881,05	0,00
85	14/08/2048	2,60	14 425,84	8 858,11	5 567,73	0,00	856 022,94	0,00
86	14/11/2048	2,60	14 425,84	8 915,13	5 510,71	0,00	847 107,81	0,00
87	14/02/2049	2,60	14 425,84	8 972,52	5 453,32	0,00	838 135,29	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
88	14/05/2049	2,60	14 425,84	9 030,29	5 395,55	0,00	829 105,00	0,00
89	14/08/2049	2,60	14 425,84	9 088,42	5 337,42	0,00	820 016,58	0,00
90	14/11/2049	2,60	14 425,84	9 146,93	5 278,91	0,00	810 869,65	0,00
91	14/02/2050	2,60	14 425,84	9 205,81	5 220,03	0,00	801 663,84	0,00
92	14/05/2050	2,60	14 425,84	9 265,07	5 160,77	0,00	792 398,77	0,00
93	14/08/2050	2,60	14 425,84	9 324,72	5 101,12	0,00	783 074,05	0,00
94	14/11/2050	2,60	14 425,84	9 384,75	5 041,09	0,00	773 689,30	0,00
95	14/02/2051	2,60	14 425,84	9 445,16	4 980,68	0,00	764 244,14	0,00
96	14/05/2051	2,60	14 425,84	9 505,97	4 919,87	0,00	754 738,17	0,00
97	14/08/2051	2,60	14 425,84	9 567,16	4 858,68	0,00	745 171,01	0,00
98	14/11/2051	2,60	14 425,84	9 628,75	4 797,09	0,00	735 542,26	0,00
99	14/02/2052	2,60	14 425,84	9 690,74	4 735,10	0,00	725 851,52	0,00
100	14/05/2052	2,60	14 425,84	9 753,12	4 672,72	0,00	716 098,40	0,00
101	14/08/2052	2,60	14 425,84	9 815,91	4 609,93	0,00	706 282,49	0,00
102	14/11/2052	2,60	14 425,84	9 879,10	4 546,74	0,00	696 403,39	0,00
103	14/02/2053	2,60	14 425,84	9 942,69	4 483,15	0,00	686 460,70	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
104	14/05/2053	2,60	14 425,84	10 006,70	4 419,14	0,00	676 454,00	0,00
105	14/08/2053	2,60	14 425,84	10 071,12	4 354,72	0,00	666 382,88	0,00
106	14/11/2053	2,60	14 425,84	10 135,95	4 289,89	0,00	656 246,93	0,00
107	14/02/2054	2,60	14 425,84	10 201,20	4 224,64	0,00	646 045,73	0,00
108	14/05/2054	2,60	14 425,84	10 266,88	4 158,96	0,00	635 778,85	0,00
109	14/08/2054	2,60	14 425,84	10 332,97	4 092,87	0,00	625 445,88	0,00
110	14/11/2054	2,60	14 425,84	10 399,49	4 026,35	0,00	615 046,39	0,00
111	14/02/2055	2,60	14 425,84	10 466,44	3 959,40	0,00	604 579,95	0,00
112	14/05/2055	2,60	14 425,84	10 533,81	3 892,03	0,00	594 046,14	0,00
113	14/08/2055	2,60	14 425,84	10 601,63	3 824,21	0,00	583 444,51	0,00
114	14/11/2055	2,60	14 425,84	10 669,88	3 755,96	0,00	572 774,63	0,00
115	14/02/2056	2,60	14 425,84	10 738,56	3 687,28	0,00	562 036,07	0,00
116	14/05/2056	2,60	14 425,84	10 807,69	3 618,15	0,00	551 228,38	0,00
117	14/08/2056	2,60	14 425,84	10 877,27	3 548,57	0,00	540 351,11	0,00
118	14/11/2056	2,60	14 425,84	10 947,29	3 478,55	0,00	529 403,82	0,00
119	14/02/2057	2,60	14 425,84	11 017,77	3 408,07	0,00	518 386,05	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
120	14/05/2057	2,60	14 425,84	11 088,69	3 337,15	0,00	507 297,36	0,00
121	14/08/2057	2,60	14 425,84	11 160,08	3 265,76	0,00	496 137,28	0,00
122	14/11/2057	2,60	14 425,84	11 231,92	3 193,92	0,00	484 905,36	0,00
123	14/02/2058	2,60	14 425,84	11 304,23	3 121,61	0,00	473 601,13	0,00
124	14/05/2058	2,60	14 425,84	11 377,00	3 048,84	0,00	462 224,13	0,00
125	14/08/2058	2,60	14 425,84	11 450,24	2 975,60	0,00	450 773,89	0,00
126	14/11/2058	2,60	14 425,84	11 523,95	2 901,89	0,00	439 249,94	0,00
127	14/02/2059	2,60	14 425,84	11 598,14	2 827,70	0,00	427 651,80	0,00
128	14/05/2059	2,60	14 425,84	11 672,80	2 753,04	0,00	415 979,00	0,00
129	14/08/2059	2,60	14 425,84	11 747,95	2 677,89	0,00	404 231,05	0,00
130	14/11/2059	2,60	14 425,84	11 823,57	2 602,27	0,00	392 407,48	0,00
131	14/02/2060	2,60	14 425,84	11 899,69	2 526,15	0,00	380 507,79	0,00
132	14/05/2060	2,60	14 425,84	11 976,29	2 449,55	0,00	368 531,50	0,00
133	14/08/2060	2,60	14 425,84	12 053,39	2 372,45	0,00	356 478,11	0,00
134	14/11/2060	2,60	14 425,84	12 130,99	2 294,85	0,00	344 347,12	0,00
135	14/02/2061	2,60	14 425,84	12 209,08	2 216,76	0,00	332 138,04	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
136	14/05/2061	2,60	14 425,84	12 287,68	2 138,16	0,00	319 850,36	0,00
137	14/08/2061	2,60	14 425,84	12 366,78	2 059,06	0,00	307 483,58	0,00
138	14/11/2061	2,60	14 425,84	12 446,39	1 979,45	0,00	295 037,19	0,00
139	14/02/2062	2,60	14 425,84	12 526,52	1 899,32	0,00	282 510,67	0,00
140	14/05/2062	2,60	14 425,84	12 607,16	1 818,68	0,00	269 903,51	0,00
141	14/08/2062	2,60	14 425,84	12 688,32	1 737,52	0,00	257 215,19	0,00
142	14/11/2062	2,60	14 425,84	12 770,00	1 655,84	0,00	244 445,19	0,00
143	14/02/2063	2,60	14 425,84	12 852,21	1 573,63	0,00	231 592,98	0,00
144	14/05/2063	2,60	14 425,84	12 934,94	1 490,90	0,00	218 658,04	0,00
145	14/08/2063	2,60	14 425,84	13 018,21	1 407,63	0,00	205 639,83	0,00
146	14/11/2063	2,60	14 425,84	13 102,02	1 323,82	0,00	192 537,81	0,00
147	14/02/2064	2,60	14 425,84	13 186,36	1 239,48	0,00	179 351,45	0,00
148	14/05/2064	2,60	14 425,84	13 271,25	1 154,59	0,00	166 080,20	0,00
149	14/08/2064	2,60	14 425,84	13 356,69	1 069,15	0,00	152 723,51	0,00
150	14/11/2064	2,60	14 425,84	13 442,67	983,17	0,00	139 280,84	0,00
151	14/02/2065	2,60	14 425,84	13 529,21	896,63	0,00	125 751,63	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
152	14/05/2065	2,60	14 425,84	13 616,31	809,53	0,00	112 135,32	0,00
153	14/08/2065	2,60	14 425,84	13 703,96	721,88	0,00	98 431,36	0,00
154	14/11/2065	2,60	14 425,84	13 792,18	633,66	0,00	84 639,18	0,00
155	14/02/2066	2,60	14 425,84	13 880,97	544,87	0,00	70 758,21	0,00
156	14/05/2066	2,60	14 425,84	13 970,33	455,51	0,00	56 787,88	0,00
157	14/08/2066	2,60	14 425,84	14 060,26	365,58	0,00	42 727,62	0,00
158	14/11/2066	2,60	14 425,84	14 150,78	275,06	0,00	28 576,84	0,00
159	14/02/2067	2,60	14 425,84	14 241,87	183,97	0,00	14 334,97	0,00
160	14/05/2067	2,60	14 427,25	14 334,97	92,28	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>2 308 135,81</b>	<b>1 438 236,21</b>	<b>869 899,60</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

Envoyé en préfecture le 05/08/2024

Reçu en préfecture le 05/08/2024

Publié le



ID : 974-249740085-20240719-AFF22\_CC190724-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

Emprunteur : 0290954 - SODEGIS  
 N° du Contrat de Prêt : 159974 / N° de la Ligne du Prêt : 5600707  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 361 184 €  
 Taux actuariel théorique : 3,43 %  
 Taux effectif global : 3,39 %  
 Intérêts de Préfinancement : 38 455,2 €  
 Taux de Préfinancement : 3,43 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	14/08/2027	3,43	3 899,13	515,44	3 383,69	0,00	399 123,76	0,00
2	14/11/2027	3,43	3 899,13	519,80	3 379,33	0,00	398 603,96	0,00
3	14/02/2028	3,43	3 899,13	524,21	3 374,92	0,00	398 079,75	0,00
4	14/05/2028	3,43	3 899,13	528,64	3 370,49	0,00	397 551,11	0,00
5	14/08/2028	3,43	3 899,13	533,12	3 366,01	0,00	397 017,99	0,00
6	14/11/2028	3,43	3 899,13	537,63	3 361,50	0,00	396 480,36	0,00
7	14/02/2029	3,43	3 899,13	542,19	3 356,94	0,00	395 938,17	0,00
8	14/05/2029	3,43	3 899,13	546,78	3 352,35	0,00	395 391,39	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
 15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
 reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	14/08/2029	3,43	3 899,13	551,41	3 347,72	0,00	394 839,98	0,00
10	14/11/2029	3,43	3 899,13	556,08	3 343,05	0,00	394 283,90	0,00
11	14/02/2030	3,43	3 899,13	560,78	3 338,35	0,00	393 723,12	0,00
12	14/05/2030	3,43	3 899,13	565,53	3 333,60	0,00	393 157,59	0,00
13	14/08/2030	3,43	3 899,13	570,32	3 328,81	0,00	392 587,27	0,00
14	14/11/2030	3,43	3 899,13	575,15	3 323,98	0,00	392 012,12	0,00
15	14/02/2031	3,43	3 899,13	580,02	3 319,11	0,00	391 432,10	0,00
16	14/05/2031	3,43	3 899,13	584,93	3 314,20	0,00	390 847,17	0,00
17	14/08/2031	3,43	3 899,13	589,88	3 309,25	0,00	390 257,29	0,00
18	14/11/2031	3,43	3 899,13	594,88	3 304,25	0,00	389 662,41	0,00
19	14/02/2032	3,43	3 899,13	599,91	3 299,22	0,00	389 062,50	0,00
20	14/05/2032	3,43	3 899,13	604,99	3 294,14	0,00	388 457,51	0,00
21	14/08/2032	3,43	3 899,13	610,11	3 289,02	0,00	387 847,40	0,00
22	14/11/2032	3,43	3 899,13	615,28	3 283,85	0,00	387 232,12	0,00
23	14/02/2033	3,43	3 899,13	620,49	3 278,64	0,00	386 611,63	0,00
24	14/05/2033	3,43	3 899,13	625,74	3 273,39	0,00	385 985,89	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	14/08/2033	3,43	3 899,13	631,04	3 268,09	0,00	385 354,85	0,00
26	14/11/2033	3,43	3 899,13	636,38	3 262,75	0,00	384 718,47	0,00
27	14/02/2034	3,43	3 899,13	641,77	3 257,36	0,00	384 076,70	0,00
28	14/05/2034	3,43	3 899,13	647,21	3 251,92	0,00	383 429,49	0,00
29	14/08/2034	3,43	3 899,13	652,69	3 246,44	0,00	382 776,80	0,00
30	14/11/2034	3,43	3 899,13	658,21	3 240,92	0,00	382 118,59	0,00
31	14/02/2035	3,43	3 899,13	663,79	3 235,34	0,00	381 454,80	0,00
32	14/05/2035	3,43	3 899,13	669,41	3 229,72	0,00	380 785,39	0,00
33	14/08/2035	3,43	3 899,13	675,07	3 224,06	0,00	380 110,32	0,00
34	14/11/2035	3,43	3 899,13	680,79	3 218,34	0,00	379 429,53	0,00
35	14/02/2036	3,43	3 899,13	686,55	3 212,58	0,00	378 742,98	0,00
36	14/05/2036	3,43	3 899,13	692,37	3 206,76	0,00	378 050,61	0,00
37	14/08/2036	3,43	3 899,13	698,23	3 200,90	0,00	377 352,38	0,00
38	14/11/2036	3,43	3 899,13	704,14	3 194,99	0,00	376 648,24	0,00
39	14/02/2037	3,43	3 899,13	710,10	3 189,03	0,00	375 938,14	0,00
40	14/05/2037	3,43	3 899,13	716,11	3 183,02	0,00	375 222,03	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	14/08/2037	3,43	3 899,13	722,18	3 176,95	0,00	374 499,85	0,00
42	14/11/2037	3,43	3 899,13	728,29	3 170,84	0,00	373 771,56	0,00
43	14/02/2038	3,43	3 899,13	734,46	3 164,67	0,00	373 037,10	0,00
44	14/05/2038	3,43	3 899,13	740,68	3 158,45	0,00	372 296,42	0,00
45	14/08/2038	3,43	3 899,13	746,95	3 152,18	0,00	371 549,47	0,00
46	14/11/2038	3,43	3 899,13	753,27	3 145,86	0,00	370 796,20	0,00
47	14/02/2039	3,43	3 899,13	759,65	3 139,48	0,00	370 036,55	0,00
48	14/05/2039	3,43	3 899,13	766,08	3 133,05	0,00	369 270,47	0,00
49	14/08/2039	3,43	3 899,13	772,57	3 126,56	0,00	368 497,90	0,00
50	14/11/2039	3,43	3 899,13	779,11	3 120,02	0,00	367 718,79	0,00
51	14/02/2040	3,43	3 899,13	785,71	3 113,42	0,00	366 933,08	0,00
52	14/05/2040	3,43	3 899,13	792,36	3 106,77	0,00	366 140,72	0,00
53	14/08/2040	3,43	3 899,13	799,07	3 100,06	0,00	365 341,65	0,00
54	14/11/2040	3,43	3 899,13	805,83	3 093,30	0,00	364 535,82	0,00
55	14/02/2041	3,43	3 899,13	812,66	3 086,47	0,00	363 723,16	0,00
56	14/05/2041	3,43	3 899,13	819,54	3 079,59	0,00	362 903,62	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	14/08/2041	3,43	3 899,13	826,48	3 072,65	0,00	362 077,14	0,00
58	14/11/2041	3,43	3 899,13	833,47	3 065,66	0,00	361 243,67	0,00
59	14/02/2042	3,43	3 899,13	840,53	3 058,60	0,00	360 403,14	0,00
60	14/05/2042	3,43	3 899,13	847,65	3 051,48	0,00	359 555,49	0,00
61	14/08/2042	3,43	3 899,13	854,82	3 044,31	0,00	358 700,67	0,00
62	14/11/2042	3,43	3 899,13	862,06	3 037,07	0,00	357 838,61	0,00
63	14/02/2043	3,43	3 899,13	869,36	3 029,77	0,00	356 969,25	0,00
64	14/05/2043	3,43	3 899,13	876,72	3 022,41	0,00	356 092,53	0,00
65	14/08/2043	3,43	3 899,13	884,14	3 014,99	0,00	355 208,39	0,00
66	14/11/2043	3,43	3 899,13	891,63	3 007,50	0,00	354 316,76	0,00
67	14/02/2044	3,43	3 899,13	899,18	2 999,95	0,00	353 417,58	0,00
68	14/05/2044	3,43	3 899,13	906,79	2 992,34	0,00	352 510,79	0,00
69	14/08/2044	3,43	3 899,13	914,47	2 984,66	0,00	351 596,32	0,00
70	14/11/2044	3,43	3 899,13	922,21	2 976,92	0,00	350 674,11	0,00
71	14/02/2045	3,43	3 899,13	930,02	2 969,11	0,00	349 744,09	0,00
72	14/05/2045	3,43	3 899,13	937,90	2 961,23	0,00	348 806,19	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'Intérêts différés (en €)
73	14/08/2045	3,43	3 899,13	945,84	2 953,29	0,00	347 860,35	0,00
74	14/11/2045	3,43	3 899,13	953,85	2 945,28	0,00	346 906,50	0,00
75	14/02/2046	3,43	3 899,13	961,92	2 937,21	0,00	345 944,58	0,00
76	14/05/2046	3,43	3 899,13	970,07	2 929,06	0,00	344 974,51	0,00
77	14/08/2046	3,43	3 899,13	978,28	2 920,85	0,00	343 996,23	0,00
78	14/11/2046	3,43	3 899,13	986,56	2 912,57	0,00	343 009,67	0,00
79	14/02/2047	3,43	3 899,13	994,92	2 904,21	0,00	342 014,75	0,00
80	14/05/2047	3,43	3 899,13	1 003,34	2 895,79	0,00	341 011,41	0,00
81	14/08/2047	3,43	3 899,13	1 011,83	2 887,30	0,00	339 999,58	0,00
82	14/11/2047	3,43	3 899,13	1 020,40	2 878,73	0,00	338 979,18	0,00
83	14/02/2048	3,43	3 899,13	1 029,04	2 870,09	0,00	337 950,14	0,00
84	14/05/2048	3,43	3 899,13	1 037,75	2 861,38	0,00	336 912,39	0,00
85	14/08/2048	3,43	3 899,13	1 046,54	2 852,59	0,00	335 865,85	0,00
86	14/11/2048	3,43	3 899,13	1 055,40	2 843,73	0,00	334 810,45	0,00
87	14/02/2049	3,43	3 899,13	1 064,34	2 834,79	0,00	333 746,11	0,00
88	14/05/2049	3,43	3 899,13	1 073,35	2 825,78	0,00	332 672,76	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
89	14/08/2049	3,43	3 899,13	1 082,44	2 816,69	0,00	331 590,32	0,00
90	14/11/2049	3,43	3 899,13	1 091,60	2 807,53	0,00	330 498,72	0,00
91	14/02/2050	3,43	3 899,13	1 100,84	2 798,29	0,00	329 397,88	0,00
92	14/05/2050	3,43	3 899,13	1 110,16	2 788,97	0,00	328 287,72	0,00
93	14/08/2050	3,43	3 899,13	1 119,56	2 779,57	0,00	327 168,16	0,00
94	14/11/2050	3,43	3 899,13	1 129,04	2 770,09	0,00	326 039,12	0,00
95	14/02/2051	3,43	3 899,13	1 138,60	2 760,53	0,00	324 900,52	0,00
96	14/05/2051	3,43	3 899,13	1 148,24	2 750,89	0,00	323 752,28	0,00
97	14/08/2051	3,43	3 899,13	1 157,96	2 741,17	0,00	322 594,32	0,00
98	14/11/2051	3,43	3 899,13	1 167,77	2 731,36	0,00	321 426,55	0,00
99	14/02/2052	3,43	3 899,13	1 177,66	2 721,47	0,00	320 248,89	0,00
100	14/05/2052	3,43	3 899,13	1 187,63	2 711,50	0,00	319 061,26	0,00
101	14/08/2052	3,43	3 899,13	1 197,68	2 701,45	0,00	317 863,58	0,00
102	14/11/2052	3,43	3 899,13	1 207,82	2 691,31	0,00	316 655,76	0,00
103	14/02/2053	3,43	3 899,13	1 218,05	2 681,08	0,00	315 437,71	0,00
104	14/05/2053	3,43	3 899,13	1 228,36	2 670,77	0,00	314 209,35	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
105	14/08/2053	3,43	3 899,13	1 238,76	2 660,37	0,00	312 970,59	0,00
106	14/11/2053	3,43	3 899,13	1 249,25	2 649,88	0,00	311 721,34	0,00
107	14/02/2054	3,43	3 899,13	1 259,83	2 639,30	0,00	310 461,51	0,00
108	14/05/2054	3,43	3 899,13	1 270,50	2 628,63	0,00	309 191,01	0,00
109	14/08/2054	3,43	3 899,13	1 281,25	2 617,88	0,00	307 909,76	0,00
110	14/11/2054	3,43	3 899,13	1 292,10	2 607,03	0,00	306 617,66	0,00
111	14/02/2055	3,43	3 899,13	1 303,04	2 596,09	0,00	305 314,62	0,00
112	14/05/2055	3,43	3 899,13	1 314,07	2 585,06	0,00	304 000,55	0,00
113	14/08/2055	3,43	3 899,13	1 325,20	2 573,93	0,00	302 675,35	0,00
114	14/11/2055	3,43	3 899,13	1 336,42	2 562,71	0,00	301 338,93	0,00
115	14/02/2056	3,43	3 899,13	1 347,74	2 551,39	0,00	299 991,19	0,00
116	14/05/2056	3,43	3 899,13	1 359,15	2 539,98	0,00	298 632,04	0,00
117	14/08/2056	3,43	3 899,13	1 370,65	2 528,48	0,00	297 261,39	0,00
118	14/11/2056	3,43	3 899,13	1 382,26	2 516,87	0,00	295 879,13	0,00
119	14/02/2057	3,43	3 899,13	1 393,96	2 505,17	0,00	294 485,17	0,00
120	14/05/2057	3,43	3 899,13	1 405,77	2 493,36	0,00	293 079,40	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
121	14/08/2057	3,43	3 899,13	1 417,67	2 481,46	0,00	291 661,73	0,00
122	14/11/2057	3,43	3 899,13	1 429,67	2 469,46	0,00	290 232,06	0,00
123	14/02/2058	3,43	3 899,13	1 441,78	2 457,35	0,00	288 790,28	0,00
124	14/05/2058	3,43	3 899,13	1 453,98	2 445,15	0,00	287 336,30	0,00
125	14/08/2058	3,43	3 899,13	1 466,29	2 432,84	0,00	285 870,01	0,00
126	14/11/2058	3,43	3 899,13	1 478,71	2 420,42	0,00	284 391,30	0,00
127	14/02/2059	3,43	3 899,13	1 491,23	2 407,90	0,00	282 900,07	0,00
128	14/05/2059	3,43	3 899,13	1 503,85	2 395,28	0,00	281 396,22	0,00
129	14/08/2059	3,43	3 899,13	1 516,59	2 382,54	0,00	279 879,63	0,00
130	14/11/2059	3,43	3 899,13	1 529,43	2 369,70	0,00	278 350,20	0,00
131	14/02/2060	3,43	3 899,13	1 542,38	2 356,75	0,00	276 807,82	0,00
132	14/05/2060	3,43	3 899,13	1 555,44	2 343,69	0,00	275 252,38	0,00
133	14/08/2060	3,43	3 899,13	1 568,61	2 330,52	0,00	273 683,77	0,00
134	14/11/2060	3,43	3 899,13	1 581,89	2 317,24	0,00	272 101,88	0,00
135	14/02/2061	3,43	3 899,13	1 595,28	2 303,85	0,00	270 506,60	0,00
136	14/05/2061	3,43	3 899,13	1 608,79	2 290,34	0,00	268 897,81	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
137	14/08/2061	3,43	3 899,13	1 622,41	2 276,72	0,00	267 275,40	0,00
138	14/11/2061	3,43	3 899,13	1 636,15	2 262,98	0,00	265 639,25	0,00
139	14/02/2062	3,43	3 899,13	1 650,00	2 249,13	0,00	263 989,25	0,00
140	14/05/2062	3,43	3 899,13	1 663,97	2 235,16	0,00	262 325,28	0,00
141	14/08/2062	3,43	3 899,13	1 678,06	2 221,07	0,00	260 647,22	0,00
142	14/11/2062	3,43	3 899,13	1 692,27	2 206,86	0,00	258 954,95	0,00
143	14/02/2063	3,43	3 899,13	1 706,59	2 192,54	0,00	257 248,36	0,00
144	14/05/2063	3,43	3 899,13	1 721,04	2 178,09	0,00	255 527,32	0,00
145	14/08/2063	3,43	3 899,13	1 735,62	2 163,51	0,00	253 791,70	0,00
146	14/11/2063	3,43	3 899,13	1 750,31	2 148,82	0,00	252 041,39	0,00
147	14/02/2064	3,43	3 899,13	1 765,13	2 134,00	0,00	250 276,26	0,00
148	14/05/2064	3,43	3 899,13	1 780,08	2 119,05	0,00	248 496,18	0,00
149	14/08/2064	3,43	3 899,13	1 795,15	2 103,98	0,00	246 701,03	0,00
150	14/11/2064	3,43	3 899,13	1 810,35	2 088,78	0,00	244 890,68	0,00
151	14/02/2065	3,43	3 899,13	1 825,67	2 073,46	0,00	243 065,01	0,00
152	14/05/2065	3,43	3 899,13	1 841,13	2 058,00	0,00	241 223,88	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
153	14/08/2065	3,43	3 899,13	1 856,72	2 042,41	0,00	239 367,16	0,00
154	14/11/2065	3,43	3 899,13	1 872,44	2 026,69	0,00	237 494,72	0,00
155	14/02/2066	3,43	3 899,13	1 888,30	2 010,83	0,00	235 606,42	0,00
156	14/05/2066	3,43	3 899,13	1 904,28	1 994,85	0,00	233 702,14	0,00
157	14/08/2066	3,43	3 899,13	1 920,41	1 978,72	0,00	231 781,73	0,00
158	14/11/2066	3,43	3 899,13	1 936,67	1 962,46	0,00	229 845,06	0,00
159	14/02/2067	3,43	3 899,13	1 953,06	1 946,07	0,00	227 892,00	0,00
160	14/05/2067	3,43	3 899,13	1 969,60	1 929,53	0,00	225 922,40	0,00
161	14/08/2067	3,43	3 899,13	1 986,28	1 912,85	0,00	223 936,12	0,00
162	14/11/2067	3,43	3 899,13	2 003,09	1 896,04	0,00	221 933,03	0,00
163	14/02/2068	3,43	3 899,13	2 020,05	1 879,08	0,00	219 912,98	0,00
164	14/05/2068	3,43	3 899,13	2 037,16	1 861,97	0,00	217 875,82	0,00
165	14/08/2068	3,43	3 899,13	2 054,41	1 844,72	0,00	215 821,41	0,00
166	14/11/2068	3,43	3 899,13	2 071,80	1 827,33	0,00	213 749,61	0,00
167	14/02/2069	3,43	3 899,13	2 089,34	1 809,79	0,00	211 660,27	0,00
168	14/05/2069	3,43	3 899,13	2 107,03	1 792,10	0,00	209 553,24	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
169	14/08/2069	3,43	3 899,13	2 124,87	1 774,26	0,00	207 428,37	0,00
170	14/11/2069	3,43	3 899,13	2 142,86	1 756,27	0,00	205 285,51	0,00
171	14/02/2070	3,43	3 899,13	2 161,01	1 738,12	0,00	203 124,50	0,00
172	14/05/2070	3,43	3 899,13	2 179,30	1 719,83	0,00	200 945,20	0,00
173	14/08/2070	3,43	3 899,13	2 197,76	1 701,37	0,00	198 747,44	0,00
174	14/11/2070	3,43	3 899,13	2 216,36	1 682,77	0,00	196 531,08	0,00
175	14/02/2071	3,43	3 899,13	2 235,13	1 664,00	0,00	194 295,95	0,00
176	14/05/2071	3,43	3 899,13	2 254,05	1 645,08	0,00	192 041,90	0,00
177	14/08/2071	3,43	3 899,13	2 273,14	1 625,99	0,00	189 768,76	0,00
178	14/11/2071	3,43	3 899,13	2 292,38	1 606,75	0,00	187 476,38	0,00
179	14/02/2072	3,43	3 899,13	2 311,79	1 587,34	0,00	185 164,59	0,00
180	14/05/2072	3,43	3 899,13	2 331,37	1 567,76	0,00	182 833,22	0,00
181	14/08/2072	3,43	3 899,13	2 351,11	1 548,02	0,00	180 482,11	0,00
182	14/11/2072	3,43	3 899,13	2 371,01	1 528,12	0,00	178 111,10	0,00
183	14/02/2073	3,43	3 899,13	2 391,09	1 508,04	0,00	175 720,01	0,00
184	14/05/2073	3,43	3 899,13	2 411,33	1 487,80	0,00	173 308,68	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
185	14/08/2073	3,43	3 899,13	2 431,75	1 467,38	0,00	170 876,93	0,00
186	14/11/2073	3,43	3 899,13	2 452,34	1 446,79	0,00	168 424,59	0,00
187	14/02/2074	3,43	3 899,13	2 473,10	1 426,03	0,00	165 951,49	0,00
188	14/05/2074	3,43	3 899,13	2 494,04	1 405,09	0,00	163 457,45	0,00
189	14/08/2074	3,43	3 899,13	2 515,16	1 383,97	0,00	160 942,29	0,00
190	14/11/2074	3,43	3 899,13	2 536,45	1 362,68	0,00	158 405,84	0,00
191	14/02/2075	3,43	3 899,13	2 557,93	1 341,20	0,00	155 847,91	0,00
192	14/05/2075	3,43	3 899,13	2 579,59	1 319,54	0,00	153 268,32	0,00
193	14/08/2075	3,43	3 899,13	2 601,43	1 297,70	0,00	150 666,89	0,00
194	14/11/2075	3,43	3 899,13	2 623,45	1 275,68	0,00	148 043,44	0,00
195	14/02/2076	3,43	3 899,13	2 645,67	1 253,46	0,00	145 397,77	0,00
196	14/05/2076	3,43	3 899,13	2 668,07	1 231,06	0,00	142 729,70	0,00
197	14/08/2076	3,43	3 899,13	2 690,66	1 208,47	0,00	140 039,04	0,00
198	14/11/2076	3,43	3 899,13	2 713,44	1 185,69	0,00	137 325,60	0,00
199	14/02/2077	3,43	3 899,13	2 736,41	1 162,72	0,00	134 589,19	0,00
200	14/05/2077	3,43	3 899,13	2 759,58	1 139,55	0,00	131 829,61	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr  
[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Édité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
201	14/08/2077	3,43	3 899,13	2 782,95	1 116,18	0,00	129 046,66	0,00
202	14/11/2077	3,43	3 899,13	2 806,51	1 092,62	0,00	126 240,15	0,00
203	14/02/2078	3,43	3 899,13	2 830,27	1 068,86	0,00	123 409,88	0,00
204	14/05/2078	3,43	3 899,13	2 854,24	1 044,89	0,00	120 555,64	0,00
205	14/08/2078	3,43	3 899,13	2 878,40	1 020,73	0,00	117 677,24	0,00
206	14/11/2078	3,43	3 899,13	2 902,77	996,36	0,00	114 774,47	0,00
207	14/02/2079	3,43	3 899,13	2 927,35	971,78	0,00	111 847,12	0,00
208	14/05/2079	3,43	3 899,13	2 952,14	946,99	0,00	108 894,98	0,00
209	14/08/2079	3,43	3 899,13	2 977,13	922,00	0,00	105 917,85	0,00
210	14/11/2079	3,43	3 899,13	3 002,34	896,79	0,00	102 915,51	0,00
211	14/02/2080	3,43	3 899,13	3 027,76	871,37	0,00	99 887,75	0,00
212	14/05/2080	3,43	3 899,13	3 053,39	845,74	0,00	96 834,36	0,00
213	14/08/2080	3,43	3 899,13	3 079,25	819,88	0,00	93 755,11	0,00
214	14/11/2080	3,43	3 899,13	3 105,32	793,81	0,00	90 649,79	0,00
215	14/02/2081	3,43	3 899,13	3 131,61	767,52	0,00	87 518,18	0,00
216	14/05/2081	3,43	3 899,13	3 158,13	741,00	0,00	84 360,05	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
217	14/08/2081	3,43	3 899,13	3 184,87	714,26	0,00	81 175,18	0,00
218	14/11/2081	3,43	3 899,13	3 211,83	687,30	0,00	77 963,35	0,00
219	14/02/2082	3,43	3 899,13	3 239,03	660,10	0,00	74 724,32	0,00
220	14/05/2082	3,43	3 899,13	3 266,45	632,68	0,00	71 457,87	0,00
221	14/08/2082	3,43	3 899,13	3 294,11	605,02	0,00	68 163,76	0,00
222	14/11/2082	3,43	3 899,13	3 322,00	577,13	0,00	64 841,76	0,00
223	14/02/2083	3,43	3 899,13	3 350,12	549,01	0,00	61 491,64	0,00
224	14/05/2083	3,43	3 899,13	3 378,49	520,64	0,00	58 113,15	0,00
225	14/08/2083	3,43	3 899,13	3 407,09	492,04	0,00	54 706,06	0,00
226	14/11/2083	3,43	3 899,13	3 435,94	463,19	0,00	51 270,12	0,00
227	14/02/2084	3,43	3 899,13	3 465,03	434,10	0,00	47 805,09	0,00
228	14/05/2084	3,43	3 899,13	3 494,37	404,76	0,00	44 310,72	0,00
229	14/08/2084	3,43	3 899,13	3 523,96	375,17	0,00	40 786,76	0,00
230	14/11/2084	3,43	3 899,13	3 553,79	345,34	0,00	37 232,97	0,00
231	14/02/2085	3,43	3 899,13	3 583,88	315,25	0,00	33 649,09	0,00
232	14/05/2085	3,43	3 899,13	3 614,23	284,90	0,00	30 034,86	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations  
15 rue Malartic - BP 80980 - 97479 Saint-Denis cedex - Tél : 02 62 90 03 00  
reunion-ocean-indien@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Tableau d'Amortissement  
En Euros

Edité le : 14/05/2024

DIRECTION REGIONALE REUNION-OCEAN INDIEN

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
233	14/08/2085	3,43	3 899,13	3 644,83	254,30	0,00	26 390,03	0,00
234	14/11/2085	3,43	3 899,13	3 675,69	223,44	0,00	22 714,34	0,00
235	14/02/2086	3,43	3 899,13	3 706,81	192,32	0,00	19 007,53	0,00
236	14/05/2086	3,43	3 899,13	3 738,20	160,93	0,00	15 269,33	0,00
237	14/08/2086	3,43	3 899,13	3 769,85	129,28	0,00	11 499,48	0,00
238	14/11/2086	3,43	3 899,13	3 801,77	97,36	0,00	7 697,71	0,00
239	14/02/2087	3,43	3 899,13	3 833,95	65,18	0,00	3 863,76	0,00
240	14/05/2087	3,43	3 896,47	3 863,76	32,71	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>935 788,54</b>	<b>399 639,20</b>	<b>536 149,34</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).